L'UA va envoyer au Burundi une délégation sans doute composée de chefs d'Etat

RFI, 31-01-2016 Burundi : une délégation panafricaine bientôt envoyée à Bujumbura ? Le 26e sommet de l'Union africaine (UA), qui se referme ce dimanche 31 janvier à Addis-Abeba, en Ethiopie, aura été dominé de bout en bout par la crise au Burundi. Ce pays est confronté à une spirale de violences meurtrières depuis avril dernier. « La situation appelle à agir d'urgence », a lancé ce dimanche le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, invité du sommet. Le commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, Smaïl Chergui, a annoncé qu'une « délégation de très haut niveau de l'UA se rendra prochainement à Bujumbura, mais sans donner de calendrier. Il pourrait s'agir de chefs d'Etat.

L'Union africaine ne s'imposera donc pas au Burundi. Les chefs d'Etat, réunis à Addis-Abeba, ont décidé que la force de maintien de la paix de 5 000 hommes ne sera pas déployée sans le consentement du gouvernement burundais. La décision a été dévoilée sur RFI par Ibrahima Fall, représentant de l'UA pour les Grands Lacs, puis confirmée ce dimanche matin par le commissaire du Conseil de paix et de sécurité de l'UA. L'Algérien Smaïl Chergui a aussi annoncé l'envoi d'une « délégation de très haut niveau », sans doute composée de chefs d'Etat, à Bujumbura prochainement, mais sans préciser de date. En fait, ces dirigeants espèrent encore convaincre leur homologue burundais, Pierre Nkurunziza, d'accepter l'arrivée des soldats de la paix. Une force africaine basée sur cinq points. Lors de sa conférence de presse de ce dimanche, Smaïl Chergui a rappelé que, par le passé, le gouvernement burundais avait sollicité l'aide de l'Union africaine pour désarmer les groupes rebelles et pour collecter toutes les armes qui circulaient illégalement au Burundi. Alors, aujourd'hui, le numéro deux de la Commission de l'UA saisit cette possibilité pour proposer au gouvernement burundais une force africaine qui pourrait lui apporter un soutien sur cinq points. Le premier point concerne le désarmement des milices. Le deuxième se réfère à la protection des civils en coopération avec la police burundaise. Le troisième point renvoie à la facilitation du travail des défenseurs des droits de l'homme. Dans le quatrième point, il est question de la récupération de toutes les armes qui circulent illégalement sur le territoire burundais et le point cinq concerne l'éventuel déploiement de cette force de l'UA aux frontières du Burundi, en fonction des besoins. Ici, Smaïl Chergui fait référence à ce que le Burundi appelle « des infiltrations de rebelles venus du Rwanda ». « Cette force, de notre point de vue et sa présence dans la décision du sommet si elle est acceptée par le gouvernement, si le Burundi l'accepte, ce sera donc une force qui s'adressera aux points que je vous ai indiqués : donc le désarmement des milices, la protection des civils en coopération avec les forces de police locales, la facilitation du travail des observateurs des droits de l'homme de récupérer toutes les armes qui sont en circulation de manière illégale dans le pays et, éventuellement, le déploiement à ses frontières en tant que besoin », a déclaré Smaïl Chergui avant d'ajouter « Nous avons affirmé toute notre amitié au Burundi et au peuple burundais. Donc il n'est nullement de volonté ni d'occuper, ni d'agresser, ni quoi que ce soit », a tenu à souligner le commissaire de la Paix et à la Sécurité. Alors, comment va réagir Pierre Nkurunziza à cette offre ? Il est trop tôt pour le dire mais selon une bonne source qui assistait, ce dimanche matin, à un huis clos des chefs d'Etat africains, le représentant du président burundais à ce sommet, le deuxième vice-président, Joseph Butore, n'a pas fermé la porte à cette mission militaire de l'Union africaine dès lors qu'elle contribuerait à la protection des civils. « Agir d'urgence » De son côté, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, invité du sommet de l'UA, avait apporté tout son soutien à cette force, sa création lors de la cérémonie d'ouverture. La situation appelle à « agir d'urgence », a-t-il lancé aux dirigeants africains, demande instamment aux leaders africains de parler et d'agir avec une seule voix. C'est une question de droits de l'homme. Plus on attend, plus il y aura de morts. Un million de personnes sont déjà affectées par cette crise, on ne peut pas attendre plus longtemps. C'est une urgence absolue. Il faut qu'ils agissent vite et ensemble. Je demande aussi au président Nkurunziza et à son gouvernement de bien écouter et d'engager rapidement un dialogue inclusif », a déclaré Ban Ki-moon.